

Créons-nous
une nouvelle
Europe!

European**LEFT**

Élections européennes 2019
Plateforme commun

GAUCHE EUROPÉENNE

Élections européennes 2019

Plateforme commun

Sommaire

La démocratie est en danger	4
Un nouveau modèle de développement social et économique	6
Un nouveau modèle de développement écologique.....	8
Pouvoir au peuple.....	10
Pour une Europe des droits et des libertés	11
Pour un commerce équitable avec le monde.....	15
Pour une Europe de paix	16

Créons-nous une nouvelle Europe!

Pour une sortie progressiste de la crise : Votez à Gauche aux élections européennes

Les élections européennes de mai 2019 seront cruciales pour l'avenir des peuples. Les temps changent et la menace d'une Union européenne encore plus libérale et conservatrice est réelle. Les forces de gauche représentent la seule alternative au nouveau bloc central néolibéral-conservateur et la réelle alternative à l'extrême droite.

L'Union européenne est toujours dans une crise profonde : en effet, les déséquilibres macroéconomiques ont augmenté au cours des dernières années et non l'inverse. Il y a un véritable basculement politique principalement caractérisé par la montée de l'extrême droite, l'abstention électorale, une crise profonde de la social-démocratie et un profond changement de l'équilibre politique et électoral dans un certain nombre d'États membres, le plus souvent aux dépens des partis « traditionnels » de l'establishment.

La montée de l'extrême droite est le développement le plus alarmant et le plus difficile. Il est indéniable que le mécontentement et la protestation contre la politique d'austérité, qui est

économiquement contre-productive et engendre de grandes contradictions sociales, servent l'extrême droite. Cependant, les changements politiques ne présentent pas uniquement des risques ; ils présentent également des opportunités que la gauche se doit de saisir.

La gauche doit devenir une contrepartie forte et une alternative politique au nationalisme, au racisme de l'extrême droite et à la politique néolibérale.

Les politiques d'austérité, qui servent un dogme néolibéral qui impose des mesures criminelles sur notre continent, sont au cœur des problèmes fondamentaux auxquels nous sommes confrontés et en ont fait éclore de nouveaux, comme le dumping social et fiscal, devenu la règle partout dans l'Union.

Les droits des travailleurs, l'État-providence et le pouvoir collectif de négociation ont été sacrifiés sur l'autel de ces politiques, qui sont susceptibles de se maintenir au vu du manque de volonté politique.

Le pouvoir du grand capital domine l'Europe à travers les institutions européennes et les gouvernements nationaux. La future coopération européenne devrait être placée sous le contrôle démocratique du peuple et non être au service des marchés financiers et des grandes entreprises.

La seule voie démocratique envisageable consiste à s'opposer aux traités européens, qui reposent sur les principes de la compétitivité, de la concurrence, de la dérégulation et de la libéralisation et à les modifier.

La démocratie est en danger

Les services publics et les institutions constituent l'épine dorsale de la démocratie puisqu'ils peuvent garantir et développer les droits et libertés des citoyens et citoyennes. Il est essentiel de recouvrer la souveraineté du peuple dans ces domaines et de promouvoir une coopération et une solidarité réelles entre les différents pays afin de mettre en place un nouvel ordre social plus juste et plus durable pour le peuple.

La crise financière mondiale et la crise européenne de la dette publique ont servi de prétexte au renforcement du néo-libéralisme, à l'application forcée de plans d'austérité inhumains et au recul de la société et de la démocratie. Dans chaque pays, nous avons assisté à une baisse de nos salaires et de nos pensions, au saccage, à la privatisation et au pillage des services publics. Le résultat ? Un taux de chômage et de précarité qui explose et une perte de confiance envers les institutions démocratiques.

L'absence de réponses aux problèmes concrets des citoyens et citoyennes d'Europe a contribué à la montée de l'extrême droite, tout comme l'absence de réaction humanitaire collective aux réfugiés a ouvert la voie à une Union européenne plus raciste et xénophobe. La présence d'hommes, de femmes et d'enfants venus du monde entier est désormais une caractéristique structurelle des sociétés européennes. Une fois encore, nous devons clairement dire NON à toutes les formes de discrimination en protégeant les droits sociaux des résidents et des immigrés afin d'empêcher que ces derniers ne deviennent les boucs émissaires du système.

La montée des inégalités entre les sexes en Europe est un problème structurel où le sexisme produit par le patriarcat capitaliste s'infiltré dans toutes les sphères sociales, limitant et affaiblissant la qualité de vie des femmes.

Nous proposons une autre voie, qui consiste à bâtir l'Europe sur de nouvelles bases où la souveraineté du peuple est respectée. Notre objectif est de raviver l'espoir : une nouvelle volonté de coopération et de solidarité au niveau européen au service de nos peuples et des peuples du monde entier. La plateforme électorale présentée par le Parti de la gauche européenne vise à tracer les grandes lignes d'une société démocratique, sociale, écologique, pacifique et solidaire.

Nous considérons comme sacro-saint le droit des citoyens européens de travailler, d'étudier et de voyager librement dans les autres pays de l'Union européenne.

Un nouveau modèle de développement économique et social

Nous ne pouvons plus accepter ni les réformes dites structurelles qui réduisent l'État-providence et les droits des travailleurs à peau de chagrin, ni les propositions actuelles d'approfondissement de l'Union économique et monétaire émanant d'institutions européennes qui ne répondent pas aux questions clés de la réduction des inégalités, de la pauvreté et du chômage.

Nous nous battons pour mettre un terme aux politiques d'austérité et nous espérons de forger une nouvelle politique économique et sociale, capable de créer des emplois, de redistribuer la richesse et de couvrir tous les besoins sociaux.

Notre stratégie est la suivante :

■ Nous estimons nécessaire, dans le cadre général de la démocratisation des institutions de l'Union, de modifier la mission de la Banque centrale européenne, y compris ses objectifs en matière d'emploi, et de renoncer à son autonomie pour assurer une véritable responsabilité démocratique. Il est impératif d'abolir le pacte fiscal et d'abandonner les plans d'austérité pour éviter des catastrophes sociales et économiques. Pour ce faire, la mise en place d'un programme d'investissement public dans les domaines sociaux clés devra être une priorité.

■ Nous jugeons indispensable de relancer l'activité économique pour répondre aux besoins sociaux, tout en respectant l'environnement et en luttant contre la précarité et le chômage, en particulier chez les jeunes et les femmes. Nous considérons fondamental de mettre en place une réduction des heures de travail sans perte de revenus et nous allons faire une proposition dans ce sens, à travers une interaction continue avec les syndicats.

■ Nous soutenons toutes les luttes et solutions économiques et sociales qui proviennent des expériences des coopératives sociales et des usines récupérées et autogérées par les travailleurs.

■ Nous estimons que les systèmes de protection sociale doivent impérativement garantir la pleine dignité de tous les citoyens et citoyennes de l'Union européenne. Pour ce faire, nous comptons assurer un niveau de salaire adéquat et un accès universel aux pensions, mais également introduire des mesures générales et concrètes contre l'incertitude et la pauvreté croissantes, qui font le lit de la droite.

■ Nous rejetons ce modèle d'intégration européen fondé sur un clivage entre un centre riche et une périphérie différente et pauvre. Nous ne voulons pas de pays développés et d'autres non développés en Europe, comme l'exige le cercle terrible du capitalisme. Nous travaillons pour développer tous les pays d'Europe de manière coopérative.

■ Nous pensons que les finances de l'Union européenne doivent être utilisées sur la base des principes de la solidarité et de la redistribution. Pour ce faire, il convient de mettre en place un contrôle démocratique des marchés financiers et de rendre les banques publiques et démocratiques. Une taxe sur les transactions financières doit également être appliquée. Pour favoriser la redistribution et la mise en place de véritables politiques sociales, il est nécessaire de lancer une réforme fiscale avec un impôt minimum pour les grandes entreprises, mais également de prendre des mesures contre l'évasion fiscale. Les paradis fiscaux doivent être fermés. Nous proposons d'élaborer des rapports publics pays par pays visant à définir une obligation de transparence totale dans les stratégies des grandes entreprises actives en Europe.

■ Nous souhaitons favoriser l'autonomisation économique des femmes à travers la promotion de politiques visant à encoura-

ger un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle et de plans publics d'éducation et de rééducation à l'égalité hommes-femmes. Pour y parvenir, il est essentiel d'élargir les politiques publiques de l'emploi et de promouvoir et d'élaborer des politiques sociales.

■ Nous estimons que la dette ne devrait pas être un problème national. Nous demandons donc une conférence européenne sur la dette publique lors de laquelle des solutions structurelles à long terme en vue de sa restructuration et de sa réduction seront finalisées et mises en place.

Un nouveau modèle de développement écologique

La production capitaliste développe la technologie et la combine à divers processus sociaux et économiques pour en tirer profit, ce qui est l'origine de la plupart des problèmes écologiques que nous rencontrons actuellement. La recherche du profit devient une recherche des plus faibles et des moins protégés, tels que l'environnement et les travailleurs des pays en développement. Le bien-être de la nature et des êtres humains devrait toujours passer avant les bénéfices du capital.

En tant que Gauche européenne, nous nous consacrons à cette question et sommes déterminés à mener les actions suivantes :

■ Empêcher la privatisation des ressources naturelles, nationaliser la production et la distribution d'énergie, réduire

la dépendance aux combustibles fossiles et combattre la misère énergétique en créant un droit fondamental à l'accès à l'énergie et à l'eau.

■ Assurer la relocalisation et la reconversion de la production industrielle européenne et le développement de courts de production et de consommation courts afin de diminuer l'exploitation des ressources. Nous avons besoin d'une solution verte et à faible coût pour résoudre le problème de la pauvreté énergétique.

■ Lutter contre le changement climatique en développant des énergies vraiment renouvelables et en favorisant les économies d'énergie, en renforçant les transports en commun et en combattant ces prétendues nouvelles solutions de marché aux émissions de CO₂.

■ Assurer l'indépendance alimentaire en promouvant une agriculture économiquement et écologiquement durable. Le choix de la production et de l'investissement doit reposer sur des critères de préservation des écosystèmes locaux et de protection de la biodiversité. Nous rejetons les schémas de production non durables dominants et le modèle consumériste, qui constituent deux faces du capitalisme.

■ Protéger la mer et exploiter les ressources marines de manière raisonnée. Lutter contre la pollution marine et protéger les réserves pétrolières, minières et gazières.

■ Protéger les biens communs, qui constituent des ressources vitales. En ce sens, chacun devrait jouir d'une égalité d'accès aux ressources naturelles (terre, air, eau et énergie), aux res-

sources culturelles (y compris l'information et les plateformes numériques), à l'éducation et à la protection sociale. Nous partageons toutes et tous la responsabilité de l'avenir que nous laisserons aux générations futures et nous devons dès lors démocratiser et rejeter l'appropriation néolibérale des droits sociaux et économiques.

■ Lutter contre les accords de libre-échange, car ils représentent une menace majeure pour la coopération internationale, puisqu'ils favorisent l'exploitation des matières premières, principalement en Afrique et en Amérique latine.

Le pouvoir au peuple

Il est impossible de fonder une Europe socialement et écologiquement durable, démocratique et solidaire sur la base des traités existants de l'Union européenne. Nous devons construire une nouvelle Europe, plus axée sur le peuple, les travailleurs et les citoyens. Pour y parvenir, il est essentiel de prendre les mesures suivantes :

■ Renforcer la lutte contre la corruption par un contrôle indépendant.

■ Reprendre le pouvoir actuellement aux mains de la finance en respectant la souveraineté populaire et en promouvant l'implication des citoyens dans les décisions de l'Union.

■ Préserver et étendre les droits des travailleurs, la liberté syndicale et les droits sociaux, renforcer le pouvoir collectif de négociation des syndicats et prendre des mesures concrètes

pour lutter contre le dumping social. Le Parti de la gauche européenne est favorable à l'introduction dans les traités de l'Union du protocole social proposé par la Confédération européenne des syndicats, afin de protéger les libertés, les droits et les conventions collectives fondamentaux des syndicats. Ce protocole social devrait préciser que les droits sociaux fondamentaux l'emportent sur les libertés économiques, dans l'objectif clair d'éradiquer le dumping social dans le marché intérieur de l'Union.

■ Promouvoir la démocratie numérique, la neutralité du Net et la liberté de parole. Protéger légalement les lanceurs d'alerte et les journalistes dénonçant les crimes économiques, financiers ou fiscaux. Garantir l'existence d'une presse libre et pluraliste. Empêcher la concentration des médias de masse et, de ce fait, la diffusion d'une pensée dominante.

Une Europe des droits et des libertés

Notre but est de garantir les droits fondamentaux de toutes les personnes vivant en Europe en assurant un accès universel à ces droits au travers de services publics et de systèmes de sécurité sociale gérés au niveau public. Les droits fondamentaux des citoyens ne doivent pas être soumis aux marchés. Ils ne doivent pas être laissés entre les mains des entreprises privées et des marchés financiers. Leur objectif est l'émancipation humaine et non le profit. Nous pensons également que ces droits doivent être placés au cœur de l'investissement public, des budgets nationaux, des autorités locales et des systèmes de cotisations.

L'inégalité, la guerre, la pauvreté et le changement climatique poussent des millions de personnes à quitter leur pays à la recherche d'une vie meilleure, mais trouvent souvent la mort dans cet immense cimetière silencieux qu'est aujourd'hui devenue la Méditerranée. L'Europe est coupable et absente : outre les égoïsmes nationaux, elle refuse de mettre en place des réponses fondées sur l'ouverture et la solidarité, telles que la réforme du système de Dublin ou la définition de canaux de migration légale. Nous croyons que pour construire une Europe nouvelle, il est nécessaire de redécouvrir les valeurs de l'humanité qui semblent aujourd'hui oubliées. De plus, les politiques d'accueil et la reconnaissance des droits des migrants ne sont pas seulement une question de miséricorde et de bonté, mais un élément fondamental de toute action de redistribution.

Nous demandons la mise en œuvre des points suivants :

- Le respect du sens de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et notamment de l'article 21 sur la non-discrimination et sa modification pour y inclure l'interdiction de la discrimination basée sur l'identité sexuelle.
- Le droit à la protection de la santé et à l'accès universel à des soins de santé complets.
- La dépénalisation de l'avortement et son libre accès dans tous les États membres, la possibilité pour les femmes de choisir librement d'avoir des enfants ou non et la promotion de la santé sexuelle et reproductive. L'éducation sexuelle et la contraception doivent être incluses dans tous les programmes européens relatifs à l'éducation et à la santé.

■ Le droit à l'éducation publique universelle et gratuite. Le processus éducatif doit être libre et laïc tout au long du parcours éducatif. L'école doit faire de l'évaluation formative le pilier des futurs citoyens responsables. Les épreuves standardisées, utilisées sous le prétexte de l'objectivité et de l'impartialité, sont réductrices et privilégient le savoir de base utile uniquement au marché du travail. Elles sont à abolir. Il conviendrait plutôt de décrire l'évolution des élèves tout au long de leur scolarité obligatoire, du premier jour jusqu'au dernier, y compris lors des évaluations, sans scores ni notes.

■ Le droit des personnes handicapées à des soins et à des services sociaux et la promotion de la vie menée de façon autonome.

■ La promotion des droits LGBTQI et la fin de la discrimination à travers l'introduction du droit à la reconnaissance légale de genre, au mariage civil et à l'adoption d'enfant pour les couples LGBTQI.

■ La pleine protection des droits de l'enfant.

■ La défense des droits des migrants et des réfugiés et la fin d'une Europe érigée en forteresse, avec la création de couloirs sécurisés européens pour la migration légale et l'accueil des demandeurs d'asile. L'établissement de connexions avec les pays de départ, la promotion d'une coopération réelle, d'une responsabilité partagée et de solutions de solidarité visant à favoriser l'intégration économique et sociale. L'accélération des procédures d'asile ainsi que des programmes de réinstallation et de regroupement familial et la condamnation des violations unilatérales commises par les États membres qui refusent d'appliquer de tels programmes.

■ La promotion d'une Europe des Peuples, qui encourage la création artistique, l'éducation populaire et la pensée critique et s'enrichit d'un esprit d'ouverture, d'accueil et de solidarité. Cette Europe des Peuples assurera avant tout l'accès le plus large possible à la culture et à l'éducation pour habitants européens, sans exclusion.

■ La promotion des droits des personnes âgées et la garantie d'une pension pour tous.

■ La garantie du droit à une information impartiale et fiable et l'accroissement des droits en matière de communication, pour éviter que les entreprises multinationales et le darknet ne soient les seuls propriétaires de canaux de communication.

■ La défense des croyances personnelles, mais également la promotion d'une séparation complète entre l'État et la religion et d'une laïcisation des politiques publiques.

Pour un commerce équitable avec le monde

Nous sommes favorables à une coopération mondiale équitable. Néanmoins, nous insistons sur l'équité et la justice pour les peuples et l'écologie. Nous mettons particulièrement l'accent sur les points suivants :

■ Le refus des accords commerciaux internationaux qui représentent une menace pour l'agriculture, l'industrie, la diffusion audiovisuelle, les droits des travailleurs, l'environnement et la culture.

■ La suspension des accords d'association de l'Union avec des pays qui violent massivement les droits fondamentaux ou qui occupent des territoires contestés, notamment Israël et le Maroc, qui oppriment et violent le droit des peuples palestinien et sahraoui d'avoir un État.

■ La mise en place indispensable d'une coopération et d'accords méditerranéens au bénéfice de la population. L'Union pour la Méditerranée, dont l'objectif déclaré est de promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité, a contribué à la déstabilisation de la région en raison des politiques néolibérales imposées par l'Union européenne comme conditions d'accès à l'Union pour la Méditerranée.

■ La dénonciation des traités de libre-échange avec plusieurs pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, car ils ne sont pas fondés sur l'intérêt des peuples.

Pour une Europe de paix

Nous défendons la paix et le dialogue politique, par opposition à la violence et à la contrainte militaire.

Le Parti de la gauche européenne promeut la paix entre les peuples et entre les sociétés. Nous défendons l'internationalisme, par opposition à l'impérialisme, qui crée des divisions artificielles entre les pays et les peuples. Nous voulons nous unir face à la crise néolibérale et capitaliste qui fait de nombreuses victimes parmi les peuples, les travailleurs et les sociétés.

Le profil historique et la situation géopolitique de notre continent exigent des notions de paix et de sécurité indépendantes. Dans le même temps, nous devons établir des relations de bon voisinage durables avec le Proche-Orient, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Le rôle historique de notre continent est celui d'un intermédiaire cherchant l'équilibre entre les intérêts de chacun, et non d'un exécutant des complexes militaro-industriels américains et européens. Les intérêts et expériences des pays non-alliés et neutres de l'Union doivent être pris en compte lors de la création d'un concept contemporain et durable de sécurité et de paix en Europe.

■ Nous ne voulons pas de l'OTAN sur le sol européen. L'OTAN est aujourd'hui une alliance obsolète qui continue de générer des interventions militaires impérialistes au lieu de « préserver la paix ». L'alliance de l'OTAN doit donc être abrogée. L'Europe a besoin d'un nouveau système global de paix et de sécurité fondé sur un dialogue et non pas d'une confrontation de type « guerre froide » avec la Russie.

■ Nous défendons les valeurs de paix et combattons les causes des conflits. Cela devrait nous mener à une politique commune en matière de migrations et de réfugiés axée sur l'intégration et à combattre les véritables causes des flux de migrants, à savoir la guerre et la pauvreté. Nous appelons à un arrêt immédiat de la production et de l'exportation d'armes de guerre européennes.

■ Nous nous opposons aux traités militaires et à leurs conséquences. Nous rejetons la militarisation de l'Union européenne

(CSP et FRONTEX) et mettons l'accent sur l'investissement social plutôt que sur les opérations d'expansion militaire dissimulées sous le prétexte de la « coopération pour la défense et la sécurité de l'Union et de ses citoyens ». Nous refusons complètement l'Union de la défense et l'escalade vers la militarisation.

■ Nous condamnons la criminalisation des ONG et des activistes humanitaires.

■ Nous estimons que l'Union européenne doit faire pression pour exiger le retrait immédiat des forces d'occupation turques de Chypre et obtenir de la Turquie qu'elle s'engage à reprendre les négociations dans les plus brefs délais, sur la base convenue d'une fédération bicommunautaire et bizonale, à partir de là où les choses ont été laissées à Crans-Montana et conformément au cadre du Secrétaire général des Nations unies.

■ Nous voulons d'une Europe disposée à réfléchir de manière constructive à ses relations avec la Turquie et disposée à ouvrir ses portes à la Turquie, mais qui, dans le même temps, exige la fin du plan impérial d'Erdogan d'islamisation de la vie sociale et politique. L'État turc doit respecter les droits de l'homme et la liberté d'expression au lieu de renforcer la répression contre les forces démocratiques au nom d'une politique antiterroriste visant à attaquer le peuple kurde, ses représentants, ses députés, ses organisations et, en général, toutes les forces démocratiques, qui œuvrent pour la démocratie et la paix en Turquie et dans la région. Nous continuerons à nous opposer aux guerres impérialistes au Moyen-Orient et à leurs conséquences inhumaines. L'Europe doit jouer un rôle primordial dans l'élaboration et la mise en œuvre immédiates d'une feuille de route viable pour la paix en Syrie, au lieu d'examiner l'expansion de sa

présence militaire dans ce pays déchiré par la guerre. Elle devrait également jouer le même rôle dans le cas du Yémen, au lieu de rester silencieuse face aux crimes de guerre en cours.

■ Nous devons résister aux politiques d'armement conçues pour militariser l'Union européenne. Nous devons au contraire élaborer des politiques visant à garantir le désarmement nucléaire et le démantèlement du bouclier antimissile. Nous devons retirer les fonds investis dans l'armement et les réinvestir dans l'éducation à la paix.

Party of the European Left

Square de Meeûs 25
1000 Brussels, Belgium

Telefon: +32 (0) 2 5022606/16

Fax: +32 (0) 2 5020173

E-mail: info@european-left.org

Web: www.european-left.org

Facebook: www.fb.com/europeanleft

Twitter: [@europeanleft](https://twitter.com/europeanleft)

V.i.S.d.P. Marika Tändler-Walenta

www.european-left.org